

Amérique latine, ils ont réclamé l'adoption sans plus tarder d'une série de mesures d'urgence, les deux plus cruciales étant la nécessité de ramener les taux d'intérêt réels à leur niveau traditionnel et la suppression des barrières commerciales.

À mesure que les banquiers constataient que les sévères mesures d'ajustement prises par les pays emprunteurs ne produisaient pas la reprise économique escomptée, ils ont eu peur de tout perdre. Comprenant de plus en plus clairement qu'il ne s'agissait pas d'une simple crise à court terme et qu'ils étaient prisonniers d'engagements à long terme, les banquiers ont d'instinct cherché à limiter les dégâts. Ils ont donc suspendu presque tous leurs prêts aux pays causant problème. Il devenait de plus en plus difficile de maintenir la cohésion de la communauté bancaire internationale, les banques les moins engagées étant de plus en plus tentées de limiter leurs pertes. Les compressions financières, conjuguées aux contraintes des différentes réglementations nationales, ont alors poussé les banques des différents pays créditeurs à adopter la règle du « chacun pour soi ».

Devant la tournure des événements, les emprunteurs, les banques, les institutions financières internationales et les gouvernements créditeurs en sont venus à reconnaître dès 1985 que les divers éléments du plan élaboré pour régler la crise mexicaine de 1982 étaient impuissants à régler l'endettement global du Tiers monde. Bien qu'on eût réussi à éviter un effondrement du système financier et que les banques commerciales aient eu un certain répit pour rajuster leurs bilans, les pays emprunteurs problématiques, eux, n'avaient pas réussi à instaurer les changements économiques nécessaires pour être en mesure de se remettre à assurer régulièrement le service de leur dette. À ce sujet, un haut fonctionnaire du ministère des Finances a déclaré au Comité :

Je crois qu'on avait l'impression en 1985 que les rajustements effectués dans de nombreux pays n'avaient été que superficiels, ne touchant pour ainsi dire que les secteurs externes de l'économie et les comptes courants, et non les mécanismes internes (3:14).

Autrement dit, les pays débiteurs à revenu intermédiaire auraient à effectuer des ajustements structureaux à long terme à leurs économies si l'on voulait éviter une autre crise plus sérieuse encore. On reconnaissait aussi que, même si le FMI avait réussi à traverser la crise de 1982, plus le temps passait, plus sa capacité d'intervention diminuait. C'est dans ce contexte que le gouvernement américain a lancé le plan qui a reçu par la suite le nom de « Plan Baker ».

Le Plan Baker

C'est à ce moment-là, en effet, que le secrétaire au Trésor américain, James Baker, prit la parole à la réunion annuelle conjointe du FMI et de la Banque mondiale, à Séoul en octobre 1985. Les propositions qu'il a faites dans ce discours sont couramment désignées sous le nom de Plan ou d'initiative Baker*. L'ensemble était énoncé en termes généraux, mais portait du principe fondamental que, pour les pays en développement, l'austérité doit être liée à un espoir de croissance.

* Dans certains milieux américains, on préfère parler de « l'initiative » Baker pour mieux faire ressortir le fait que le gouvernement américain visait à donner un second souffle aux efforts de solution et non à proposer un véritable plan de sauvetage.